

Région
Conseil général 67 / Évolution institutionnelle

Conseil d'Alsace unique : c'est toujours oui !

Le conseil général du Bas-Rhin a adopté hier à une très large majorité le rapport commun issu du congrès des deux Départements, le 29 septembre, à Sélestat. Contrairement aux Haut-Rhinois, les élus bas-rhinois n'ont pas biffé dans la délibération la référence à un futur Conseil d'Alsace unique.

Le rapport commun renforce la coopération interdépartementale engagée il y a plusieurs années déjà. Seul le dernier paragraphe de la délibération pose problème : « Le conseil général demande officiellement à l'État une expérimentation à laquelle devrait être associée la Région, visant à simplifier l'enchevêtrement administratif et à créer un Conseil d'Alsace et ce pour nourrir la réflexion nationale en vue des échéances futures. » Le 10 octobre dernier, le conseil général du Haut-Rhin avait, à l'instigation de François Tacquard, décidé à l'unanimité de supprimer les mots « créer un Conseil d'Alsace ».

Abstention du groupe PS

Hier à Strasbourg, Jean-Jacques Gsell (PS) a relayé l'argumentation de François Tacquard pour demander carrément la suppression du paragraphe entier et donc toute demande d'expérimentation. Pas convaincu que les conditions de l'union soient réunies, le porte-parole du groupe socialiste est allé jusqu'à parler d'un « mariage forcé consécutif à un viol de conscience. Laissons travailler Monsieur Balladur, un homme raisonnable, et entamons avec sérénité la discussion avec le Haut-Rhin. Évitions de nous rendre ridicules vis-à-vis du gouvernement en étalant nos divergences avec Charles Buttner et Adrien Zeller », a dit Gsell.

Le groupe socialiste, qui s'est abstenu, se retrouva bien seul cependant sur cette ligne. Le rapporteur Alfred Becker (UMP) a réussi à convaincre ses collègues, s'il en était encore besoin, que « le temps des murailles autour du pré carré de chacun est dépassé. Les deux conseils généraux sont des collectivités matures qui n'ont pas besoin de carotte



C'était le 10 octobre aux Tanzmatten à Sélestat, au congrès des deux conseils généraux. « Un seul bémol à ce jour de fête, selon Alfred Becker, c'est que les élus n'aient pas pu délibérer ensemble séance tenante. » (Photo archives DNA)

Pour zoomer, cliquez sur une image

Les préalables de Buttner

Charles Buttner, président du conseil général du Haut-Rhin, a salué hier l'adoption du rapport commun par le Bas-Rhin. Il souligne la « volonté des deux conseils généraux d'avancer la main dans la main dans un processus de coopération interdépartementale renforcée. Ces décisions conjointes donnent tout son sens à la réflexion qui doit être menée dans le cadre de la démarche d'expérimentation, en réaffirmant comme préalable la prise en compte du département comme espace d'expérimentation pertinent, la promotion de l'ancrage territorial des conseillers généraux, la lutte contre toute forme de centralisme, la nécessité d'agir avec la plus grande efficacité et au meilleur coût. »

ou de bâton national pour se mettre en mouvement ». Alice Morel (non inscrite) se pose des questions sur la transposition de l'expérimentation à d'autres régions et sur la taille même de la Région Alsace, mais, « malgré ses lacunes », elle a voté le rapport. Jean-Philippe Maurer (UMP) a opposé le volontarisme de l'UMP, dont il traduit le sigle par « Urgence, Mobilisé, Partenariat », à l'attitude réactionnaire du PS qui devient « Procrastination Sémantique », autrement dit la tendance à tout remettre au lendemain. Denis Lieb (indépendants) critique aussi les « partisans de l'immobilisme qui, face à ce grand dessein, trouvent toutes les excuses pour avancer à petits pas ». « N'attendons pas que Paris décide pour nous », dit pour sa part Pierre Marmillod (UDF-centristes) qui propose la création d'une commission paritaire d'élus départementaux et régionaux chargés de rédiger une proposition concrète durant le trimestre à venir. Jean-Claude Haller (UMP), malgré les passages difficiles à franchir, est persuadé que « les citoyens alsaciens attendent cette assemblée unique ».

Kennel : on expérimente et on corrige, s'il y a lieu

Guy-Dominique Kennel sait que la perspective d'une entité territoriale unique « peut inquiéter ou sembler difficile à mettre en oeuvre. Pourtant ce projet constitue une réponse adaptée pour l'Alsace, lisible pour nos concitoyens, génératrice d'économies et de simplifications. Il prend en compte l'attachement légitime des citoyens à leurs élus de proximité et a le grand mérite d'être basé sur une coopération existante et réussie. Une bonne majorité des élus régionaux sont prêts à s'associer à cette démarche », dit Kennel, qui veut « expérimenter », c'est-à-dire faire des propositions, vérifier si elles sont réalistes, les corriger le cas échéant.

Claude Keiflin

Édition du Mar 28 oct. 2008